



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 70.711/2
du 12 janvier 2022

advies 70.711/2
van 12 januari 2022

sur

over

un projet d'arrêté royal 'relatif
à la composition, à
l'organisation, au
fonctionnement, au contrôle et
à l'indépendance de la cellule
de traitement des informations
financières'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'inzake de
samenstelling, de organisatie,
de werking, de controle en de
onafhankelijkheid van de cel
voor financiële
informatieverwerking'

Le 16 décembre 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la Coordination de la lutte contre la fraude à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif à la composition, à l'organisation, au fonctionnement, au contrôle et à l'indépendance de la cellule de traitement des informations financières'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 12 janvier 2022. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Aurore PERCY, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 janvier 2022.

*

Op 16 december 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën, belast met de Coördinatie van de fraudebestrijding verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'inzake de samenstelling, de organisatie, de werking, de controle en de onafhankelijkheid van de cel voor financiële informatieverwerking'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 12 januari 2022. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Aurore PERCY, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 januari 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Interrogé sur les motifs de l'absence de consultation de l'Autorité de protection des données, le délégué du Ministre a répondu que

« [l']autorité de protection des données n'a pas été consultée car l'Arrêté Royal est pris en application de l'article 77, § 3 de la loi du 18 septembre 2017, loi qui a fait l'objet d'un avis positif de l'autorité de protection des données ».

Le projet à l'examen organise le traitement, par la Cellule de traitement des informations financières (ci-après : « la CTIF »), de données à caractère personnel. Il n'apparaît pas que la rédaction de l'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : « le RGPD ») confère la moindre latitude quant à l'opportunité de soumettre ou non une mesure législative ou réglementaire à l'autorité de contrôle. Il suffit que cette mesure porte sur un traitement de données tel que défini à l'article 2, paragraphe 1, du RGPD ¹.

L'avis de l'Autorité de protection des données doit donc être recueilli et un nouvel alinéa sera consacré, dans le préambule, au visa de cet avis.

Si, à la suite de cette consultation, le projet devait être modifié en substance sur des points autres que ceux faisant l'objet du présent avis, la section de législation devrait à nouveau être consultée sur ces éléments neufs, sur la base de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

¹ Voir en ce sens l'avis 64.124/2/V donné le 1^{er} août 2018 sur un projet devenu l'arrêté royal du 9 octobre 2018 'modifiant l'arrêté royal du 16 juin 2016 portant création de la communication électronique conformément à l'article 32ter du Code judiciaire' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/64124.pdf>).

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Le projet examiné trouve son fondement juridique dans l'article 77, § 3, de la loi du 18 septembre 2017 'relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces'.

Il n'y a, dès lors, pas lieu de consacrer l'alinéa 1^{er} du préambule au visa de l'article 108 de la Constitution.

L'alinéa 1^{er} sera omis.

2. À l'alinéa 6, les mots « du Ministre du Budget » seront remplacés par les mots « de la Secrétaire d'État au Budget ».

DISPOSITIF

Article 1^{er} (nouveau)

L'arrêté en projet participe de la transposition de la directive (UE) 2015/849 du Parlement et du Conseil du 20 mai 2015 'relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission'.

Il convient d'en faire mention dans le projet conformément à l'article 67, paragraphe 1, alinéa 6, de cette directive.

Par conséquent, il y a lieu d'insérer dans le projet un article 1^{er} mentionnant que le projet transpose partiellement la directive précitée ².

La numérotation des dispositions subséquentes sera modifiée en conséquence.

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », formule F 4-1-2-1.

Article 1^{er}

Des dispositions qui ne font que rappeler une norme supérieure, en la reproduisant ou en la paraphrasant, n'ont en principe pas leur place dans des règles d'exécution, notamment parce que la nature juridique des dispositions reproduites pourrait en devenir incertaine et que cela donne erronément à penser que l'autorité qui reproduit les règles peut les modifier.

L'article 1^{er} sera dès lors omis.

La même observation vaut pour l'article 2, alinéas 2, première phrase, et 3.

Article 2

Comme l'a confirmé le délégué du Ministre, le membre de la CTIF, officier supérieur, détaché de la police fédérale, est nommé uniquement sur la proposition du ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions.

À l'article 2, alinéa 2, les mots « ainsi que pour le membre de la cellule, officier supérieur, détaché de la police fédérale, le Ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions » seront remplacés par les mots « et, s'agissant du membre de la CTIF, officier supérieur, détaché de la police fédérale, sur la proposition du ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions ».

Articles 4 et 11

1. Le commentaire que donne le rapport au Roi de l'article 4 contient les précisions suivantes au sujet du bureau de la CTIF, composé de son président et de son vice-président, assisté par son secrétaire-général :

- « En cas d'empêchement du président, celui-ci est remplacé par l'un des présidents suppléants et le vice-président par un autre membre » ;
- « Le règlement d'ordre intérieur de la CTIF définit les missions du bureau » ;
- « Le bureau veille à la préparation du budget et du rapport annuel sur les frais de fonctionnement ».
- « Le bureau engage sous contrat de travail le personnel du secrétariat, fixe les appointements de celui-ci et se prononce sur le détachement de personnel auprès de la CTIF ».

La manière dont ces intentions sont traduites dans le dispositif appelle les observations suivantes.

2.1. La règle selon laquelle, « [e]n cas d'empêchement du président, celui-ci est remplacé par l'un des présidents suppléants et le vice-président par un autre membre » ne figure pas dans l'article 4 ni dans aucune autre disposition du projet.

Si l'intention consiste à ce que cette question soit réglée dans le règlement d'ordre intérieur que l'article 11 habilite la CTIF à établir moyennant l'approbation des ministres de la Justice et des Finances, cette dernière disposition devrait être complétée en ce sens, à l'instar de l'alinéa 3 de cet article 11, aux termes duquel

« [l]e règlement d'ordre intérieur détermine notamment les délégations de pouvoirs que la cellule peut consentir au président et au bureau et en fixe les conditions ».

Il est également loisible à l'auteur du projet de traduire dès à présent son intention dans le projet lui-même, à l'instar de ce que les articles 5 et 6 prévoient en ce qui concerne les modes de délibération de la CTIF et une autre délégation interne.

2.2. Une observation analogue vaut pour la règle annoncée par le commentaire de l'article 4 selon laquelle « [l]e bureau veille à la préparation du budget et du rapport annuel sur les frais de fonctionnement ».

Vu son objet, pareille disposition trouverait toutefois mieux sa place au sein de l'arrêté en projet, par exemple à son article 12, § 1^{er}.

2.3. Si le projet devait être complété pour régler le remplacement des président et vice-président empêchés, il conviendrait d'indiquer selon quel ordre les présidents suppléants et les autres membres assureront respectivement ces remplacements.

3. Ni l'article 4 ni l'article 11 ne disposent que « [l]e règlement d'ordre intérieur de la CTIF définit les missions du bureau ».

Cette lacune devrait être comblée. Il en est d'autant plus ainsi que l'article 4 prévoit que le bureau organise « les activités de la cellule » tandis que le commentaire qui y est consacré précise que le bureau est chargé non seulement de l'organisation des activités de la cellule mais également de sa « gestion journalière ».

4. La règle selon laquelle « [l]e bureau engage sous contrat de travail le personnel du secrétariat, fixe les appointements de celui-ci et se prononce sur le détachement de personnel auprès de la CTIF » doit figurer, vu son objet, dans l'arrêté en projet lui-même.

Articles 5 et 6

S'agissant des décisions prises sur la base de l'article 80 de la loi du 18 septembre 2017, le délégué du Ministre a indiqué que la CTIF ne forme un collège que lorsqu'elle adopte des décisions sur la base de l'article 80, § 2, alinéa 2, c'est-à-dire lorsqu'elle estime devoir prolonger la durée de maximum cinq jours ouvrables pendant laquelle une opposition à l'exécution d'une opération faisant l'objet d'une déclaration de soupçon ou d'informations en application de l'article 79 (émanant d'une entité assujettie) (article 80, § 1^{er}) ou d'« une autre [cellule de renseignements financier] » (article 80, § 4) fait obstacle à l'exécution d'une opération qui en est l'objet.

L'article 6 du projet dispose en effet ce qui suit :

« La cellule peut déléguer à un de ses membres la compétence de s'opposer à l'exécution d'une opération avant l'expiration du délai d'exécution communiqué par les entités assujetties visées par la loi du 18 septembre 2017 ou par une autre cellule de renseignements financiers en vertu de l'article 80 de la loi précitée ».

Il en résulte que les décisions d'opposition peuvent être déléguées mais que ce ne serait pas le cas pour les décisions de prolongation du délai de cinq jours ouvrables d'application de l'opposition, qui, quant à elles, doivent être prises en collège.

L'article 6 devrait être rédigé plus clairement en ce sens.

Dès lors que la délégation prévue par l'article 6 du projet est facultative, il y a également lieu de déterminer la manière dont la CTIF peut s'opposer à l'exécution d'une opération en vertu de l'article 80, § 1^{er}, ou § 4, de la loi du 18 septembre 2017 dans l'hypothèse où la CTIF n'a pas opéré la délégation prévue à l'article 6 de l'arrêté en projet.

Le dispositif sera complété en ce sens.

Article 5

À propos des cas d'urgence, régis par l'article 5, alinéa 5, le délégué du Ministre a apporté la précision suivante :

« L'urgence est toujours motivée dans le procès-verbal de la réunion urgente convoquée pour l'examen du dossier et pour prendre la décision de transmission au procureur du Roi et au Procureur fédéral ».

Cette précision gagnerait à figurer dans le dispositif.

Article 10

La détermination de la rémunération des membres de la CTIF constitue un élément important lié à l'indépendance de celle-ci. Le règlement de cette question ne peut donc être délégué aux ministres de la Justice et des Finances agissant de concert mais doit figurer dans l'arrêté royal en projet.

Article 12

1. Interrogé sur les raisons pour lesquelles les entités assujetties visées à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}³, 22°, de la loi du 18 septembre 2017 ne figurent pas dans l'énumération de l'article 12, § 2, alinéa 2, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« Effectivement, les entités assujetties visées à l'article 5, § 1^{er}, 22°, ne figurent pas dans l'énumération parce qu'il n'y a pas en Belgique d'entités répondant à la définition de l'article 5, § 1^{er}, 22°.

En Belgique, [les activités visées à l'article 5, § 1^{er}, 22°,] sont obligatoirement exercées par des personnes physiques ou morales assujetties à la loi du 18 septembre 2017 sous l'un des points 4° à 21°.

Le 22° a été rajouté pour transposer de manière conforme et complète les directives européennes anti-blanchiment, même si cette disposition ne s'applique pas en Belgique ».

Ces éléments gagneraient à figurer dans le commentaire de la disposition.

2. L'arrêté du 2 nivôse an XII 'relatif à l'établissement et à l'organisation des chambres des notaires' a été abrogé par un arrêté royal du 18 mars 1987.

L'article 12, § 2, alinéa 3, sera corrigé pour faire référence aux dispositions pertinentes de la loi du 25 ventôse an XI 'contenant organisation du notariat'.

3. Comme l'a indiqué le délégué du Ministre, les autorités de contrôle prudentiel sont les autorités visées à l'article 85 de la loi du 18 septembre 2017.

Par souci de sécurité juridique, cette précision figurera dans l'article 12, § 3, alinéa 2, du projet.

4. Les alinéas 2 et 3 de l'article 12, § 4, du projet énoncent ce qui suit :

« La cellule constitue au passif du bilan une réserve de trésorerie permettant d'assurer la continuité de son fonctionnement pendant au moins 6 mois ainsi que le respect de ses engagements futurs, y compris sociaux.

³ À l'article 12, § 2, alinéa 1^{er}, du projet, il y a lieu d'écrire « à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 27°, et 29° à 33° ». Les éléments de l'énumération figurant à l'article 12, §§ 2, alinéa 2, et 3, alinéa 1^{er}, du projet doivent également être complétés pour tenir compte du fait que l'article 5, § 1^{er}, de la loi du 18 septembre 2017 est divisé en alinéas.

L'excédent éventuel des contributions perçues par rapport aux charges effectivement constatées durant l'exercice comptable est affecté à cette réserve. À l'inverse, quand il est constaté lors de la clôture des comptes annuels de la cellule, que les cotisations perçues sont inférieures aux charges effectivement supportées durant l'exercice, le déficit peut être comblé par cette réserve ».

Afin de ne pas porter atteinte au principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination, les contributions versées par une entité assujettie visée à l'article 5, § 1^{er}, de la loi du 18 septembre 2017 doivent être affectées aux frais de fonctionnement de la CTIF d'une année durant laquelle cette entité est effectivement assujettie. Il ne serait, par exemple, pas admissible qu'une partie de la contribution d'une entité qui, par hypothèse, a cessé son activité, soit affectée à la réserve de trésorerie et finance les frais de fonctionnement d'une année ultérieure.

L'article 12, § 4, sera revu en ce sens.

Article 15

Il découle de l'article 15 que l'arrêté envisagé entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Le délégué du Ministre a justifié l'entrée en vigueur immédiate de l'arrêté envisagé comme suit :

« Les entités assujetties sont redevables d'une contribution fixe à payer avant le 1^{er} mars de chaque année.

Pour être applicable dès 2022, l'Arrêté Royal doit donc entrer en vigueur au plus tard début janvier 2022 ».

Force est de constater que, s'il est publié sans retard, l'arrêté pourra entrer en vigueur avant le 1^{er} mars 2022 même en respectant le délai usuel d'entrée en vigueur fixé par l'article 6 de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires', et ainsi accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

Il ne se justifie dès lors pas de prévoir l'entrée en vigueur immédiate de l'arrêté.

OBSERVATION FINALE

Compte tenu du fait qu'aux termes des articles 4, 16°, et 76, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 18 septembre 2017, la Cellule de traitement des informations financières est dénommée sous l'acronyme « CTIF », il y a lieu d'utiliser ce même acronyme, plutôt que les termes « la cellule », pour l'identifier dans le projet.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Op de vraag waarom de Gegevensbeschermingsautoriteit niet is geraadpleegd, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“L’autorité de protection des données n’a pas été consultée car l’Arrêté Royal est pris en application de l’article 77, § 3 de la loi du 18 septembre 2017, loi qui a fait l’objet d’un avis positif de l’autorité de protection des données”.

Het voorliggende ontwerp regelt de behandeling van persoonsgegevens door de Cel voor financiële informatieverwerking (hierna : “de CFI”). Uit de redactie van artikel 36, lid 4, van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ (hierna: “de AVG”), blijkt niet dat ook maar enige ruimte wordt gelaten wat betreft de wenselijkheid om een wettelijke of verordenende maatregel al dan niet aan de toezichthoudende autoriteit te onderwerpen. Het volstaat dat die maatregel betrekking heeft op een verwerking van gegevens zoals bepaald in artikel 2, lid 1, van de AVG.¹

Het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit moet dus worden ingewonnen en in de aanhef moet een nieuw lid worden ingevoegd waarin wordt verwezen naar dat advies.

Mocht het ontwerp ten gevolge van die raadpleging nog substantiële wijzigingen ondergaan op andere punten dan die welke in dit advies worden besproken, zouden die nieuwe punten, op grond van artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’, opnieuw voor advies moeten worden voorgelegd aan de afdeling Wetgeving.

¹ Zie in die zin advies 64.124/2/V, gegeven op 1 augustus 2018 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 9 oktober 2018 tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 juni 2016 ‘houdende de elektronische communicatie overeenkomstig artikel 32ter van het Gerechtelijk Wetboek’ (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/64124.pdf>)

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Het voorliggende ontwerp ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 77, § 3, van de wet van 18 september 2017 ‘tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten’.

Er is dus geen grond om in het eerste lid van de aanhef naar artikel 108 van de Grondwet te verwijzen.

Het eerste lid moet worden weggelaten.

2. In het zesde lid moeten de woorden “van de Minister van Begroting” vervangen worden door de woorden “van de staatssecretaris voor Begroting”.

DISPOSITIEF

Artikel 1 (nieuw)

Het ontworpen besluit draagt bij tot de omzetting van richtlijn (EU) 2015/849 van het Europees Parlement en de Raad van 20 mei 2015 ‘inzake de voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld of terrorismefinanciering, tot wijziging van Verordening (EU) nr. 648/2012 van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Richtlijn 2005/60/EG van het Europees Parlement en de Raad en Richtlijn 2006/70/EG van de Commissie’.

Daarvan dient in het ontwerp melding te worden gemaakt overeenkomstig artikel 67, lid 1, zesde alinea, van die richtlijn.

Bijgevolg dient in het ontwerp een artikel 1 te worden ingevoegd waarin wordt vermeld dat het ontwerp voorziet in de gedeeltelijke omzetting van de voornoemde richtlijn².

De nummering van de daaropvolgende bepalingen behoort dienovereenkomstig te worden gewijzigd.

² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad “Wetgevingstechniek”, formule F 4-1-2-1.

Artikel 1

Bepalingen die enkel een hogere norm in herinnering brengen door die over te nemen of te parafraseren, horen in beginsel niet thuis in een uitvoeringsregeling, onder meer omdat daardoor onduidelijkheid dreigt te ontstaan omtrent de juridische aard van de overgenomen bepalingen en erdoor verkeerdelijk de indruk wordt gewekt dat de overgenomen regels kunnen worden gewijzigd door de overheid die de regels overneemt.

Artikel 1 moet dan ook worden weggelaten.

Dezelfde opmerking geldt eveneens voor artikel 2, tweede lid, eerste zin, en derde lid.

Artikel 2

Zoals de gemachtigde van de minister heeft bevestigd, wordt het lid van de CFI, hoger officier, gedetacheerd van de federale politie, uitsluitend benoemd door de Minister tot wiens bevoegdheden Binnenlandse Zaken behoren.

In artikel 2, tweede lid, moeten de woorden “en voor wat betreft het lid van de cel, hoger officier, gedetacheerd van de federale politie, door de Minister tot wiens bevoegdheden Binnenlandse Zaken behoren” worden vervangen door de woorden “en voor wat betreft het lid van de CFI, hoger officier, gedetacheerd van de federale politie, op voordracht van de minister tot wiens bevoegdheden Binnenlandse Zaken behoren”.

Artikelen 4 en 11

1. De in het verslag aan de Koning gegeven toelichting bij artikel 4 bevat de volgende preciseringen over het bureau van de CFI dat is samengesteld uit zijn voorzitter en zijn vicevoorzitter, bijgestaan door zijn secretaris-generaal:

- “Wanneer de voorzitter verhinderd is, wordt hij vervangen door één van de plaatsvervangende voorzitters en de vicevoorzitter door een ander lid”;
- “Het huishoudelijk reglement van de CFI definieert de opdrachten van het bureau”;
- “Het bureau zorgt voor de voorbereiding van de begroting en het jaarverslag over de werkingskosten”.
- “Het bureau werft op grond van een arbeidsovereenkomst het personeel van het secretariaat aan, bepaalt zijn bezoldiging en spreekt zich uit over de detachering van personeel bij de CFI”.

De wijze waarop die doelstellingen in het dispositief worden omgezet, geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen.

2.1. De regel dat “[w]anneer de voorzitter verhinderd is, hij [wordt] vervangen door één van de plaatsvervangende voorzitters en de vicevoorzitter door een ander lid”, is noch in artikel 4, noch in enige andere bepaling van het ontwerp opgenomen.

Indien het de bedoeling is dat die kwestie wordt geregeld in het huishoudelijk reglement dat de CFI krachtens artikel 11 mag opstellen mits goedkeuring van de ministers van Justitie en Financiën, dan zou die laatste bepaling in die zin moeten worden aangevuld, zoals in het derde lid van dat artikel 11, dat bepaalt dat

“[het] huishoudelijk reglement (...) inzonderheid de bevoegdheidsdelegaties [bepaalt] die de cel aan de voorzitter en aan het bureau kan toestaan alsook de voorwaarden waarop dit geschiedt”.

Het staat de steller van het ontwerp ook vrij om zijn bedoeling reeds in het ontwerp zelf weer te geven, naar het voorbeeld van wat in de artikelen 5 en 6 wordt bepaald met betrekking tot de wijzen van beraadslaging van de CFI en een andere interne delegatie.

2.2. Een soortgelijke opmerking geldt voor de regel die in de bespreking van artikel 4 wordt aangekondigd, namelijk dat “[het] bureau zorgt voor de voorbereiding van de begroting en het jaarverslag over de werkingskosten”

Gezien de strekking ervan, zou een dergelijke bepaling echter beter passen in het ontworpen besluit, bijvoorbeeld in artikel 12, § 1, ervan.

2.3. Ingeval het ontwerp zou moeten worden aangevuld teneinde de vervanging van de verhinderde voorzitter en vicevoorzitter te regelen, zou moet worden vermeld in welke volgorde de plaatsvervangende voorzitters en de andere leden die vervangingen respectievelijk zullen verzekeren.

3. Noch artikel 4, noch artikel 11 bepalen dat “[het] huishoudelijk reglement van de CFI (...) de opdrachten van het bureau [definieert].

Die leemte zou moeten worden weggewerkt. Dat geldt des te meer daar artikel 4 bepaalt dat het bureau “de werkzaamheden van de cel” organiseert terwijl in de bespreking die eraan wordt gewijd, wordt gepreciseerd dat het bureau niet alleen is belast met de organisatie van de werkzaamheden van de cel, maar ook “met het dagelijkse bestuur ervan”.

4. De regel dat “[het] bureau (...) op grond van een arbeidsovereenkomst het personeel van het secretariaat aan[werft], (...) zijn bezoldiging [bepaalt] en (...) zich uit[sprekt] over de detachering van personeel bij de CFI” moet, gelet op het voorwerp ervan, in het ontworpen besluit zelf worden opgenomen.

Artikelen 5 en 6

Met betrekking tot de beslissingen genomen op grond van artikel 80 van de wet van 18 september 2017 heeft de gemachtigde van de minister te kennen gegeven dat de CFI alleen dan een college vormt wanneer ze beslissingen neemt op grond van artikel 80, § 2, tweede lid, dat wil zeggen wanneer de CFI van oordeel is dat er grond is tot verlenging van de termijn van maximaal vijf werkdagen waarbinnen het verzet tegen de uitvoering van een verrichting in verband waarmee een melding van een vermoeden of informatie met toepassing van artikel 79 binnengekomen is (uitgaande van een onderworpen entiteit) (artikel 80, § 1) of van “een andere [financiële inlichtingeneenheid]” (artikel 80, § 4) de uitvoering verhindert van de verrichting die er het voorwerp van is.

Artikel 6 van het ontwerp luidt immers als volgt:

“De cel mag aan één van haar leden de bevoegdheid delegeren om zich op grond van artikel 80 van de wet van 18 september 2017 te verzetten tegen de uitvoering van een verrichting voor het verstrijken van de uitvoeringstermijn die is meegedeeld door de onderworpen entiteiten van voornoemde wet of een andere financiële inlichtingeneenheid.”

Daaruit volgt dat de bevoegdheid tot het nemen van beslissingen houdende verzet gedelegeerd kan worden maar dat dit niet het geval zou zijn voor de beslissingen tot verlenging van de termijn van vijf werkdagen waarbinnen het verzet geldt, aangezien die beslissingen, hunnerzijds, door het college genomen moeten worden.

De redactie van artikel 6 zou in die zin verduidelijkt moeten worden.

Aangezien de delegatie van bevoegdheid waarin artikel 6 van het ontwerp voorziet facultatief is, dient eveneens bepaald te worden op welke wijze de CFI zich op grond van artikel 80, § 1, of § 4, van de wet van 18 september 2017 kan verzetten tegen de uitvoering van een verrichting ingeval de CFI de bevoegdheid ter zake niet gedelegeerd heeft overeenkomstig artikel 6 van het ontworpen besluit.

Het dispositief moet in die zin aangevuld worden.

Artikel 5

In verband met de dringende gevallen, die bij artikel 5, vijfde lid, geregeld worden, heeft de gemachtigde van de minister de volgende verduidelijking verschaft:

“L’urgence est toujours motivée dans le procès-verbal de la réunion urgente convoquée pour l’examen du dossier et pour prendre la décision de transmission au procureur du Roi et au Procureur fédéral.”

Het verdient aanbeveling die verduidelijking in het dispositief op te nemen.

Artikel 10

Het bepalen van de vergoeding van de leden van de CFI vormt een belangrijk element van de onafhankelijkheid van de CFI. De bevoegdheid tot het regelen van die kwestie mag dan ook niet opgedragen worden aan de minister van Justitie en de minister van Financiën die in onderling overleg handelen, maar de regeling ter zake moet in het ontworpen koninklijk besluit opgenomen worden.

Artikel 12

1. Op de vraag waarom de onderworpen entiteiten bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid,³ 22°, van de wet van 18 september 2017 niet voorkomen in de lijst die vervat is in artikel 12, § 2, tweede lid, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Effectivement, les entités assujetties visées à l'article 5, § 1^{er}, 22°, ne figurent pas dans l'énumération parce qu'il n'y a pas en Belgique d'entités répondant à la définition de l'article 5, § 1^{er}, 22°.

En Belgique, [les activités visées à l'article 5, § 1^{er}, 22°,] sont obligatoirement exercées par des personnes physiques ou morales assujetties à la loi du 18 septembre 2017 sous l'un des points 4° à 21°.

Le 22° a été rajouté pour transposer de manière conforme et complète les directives européennes anti-blanchiment, même si cette disposition ne s'applique pas en Belgique.”

Het verdient aanbeveling die gegevens op te nemen in de bespreking van deze bepaling.

2. Het besluit van 2 nivôse jaar XII ‘betreffende de instelling en de organisatie van de kamers van notarissen’ is opgeheven bij een koninklijk besluit van 18 maart 1987.

Artikel 12, § 2, derde lid, moet aldus verbeterd worden dat verwezen wordt naar de relevante bepalingen van de wet van 25 ventôse jaar XI ‘op het notarisambt’.

3. Zoals de gemachtigde van de minister te kennen gegeven heeft, zijn de prudentiële toezichthouders de autoriteiten vermeld in artikel 85 van de wet van 18 september 2017.

Ter wille van de rechtszekerheid moet die verduidelijking opgenomen worden in artikel 12, § 3, tweede lid, van het ontwerp.

³ In artikel 12, § 2, eerste lid, van het ontwerp, schrijve men “in artikel 5, § 1, eerste lid, 1° tot 27°, en 29° tot 33°”. De onderdelen van de lijst die voorkomt in artikel 12, § 2, tweede lid, en § 3, eerste lid, van het ontwerp moeten eveneens aldus aangevuld worden dat rekening gehouden wordt met het feit dat artikel 5, § 1, van de wet van 18 september 2017 in leden onderverdeeld is.

4. Artikel 12, § 4, tweede en derde lid, van het ontwerp luidt als volgt:

“De cel legt aan de passiefzijde van de balans een kasreserve aan om de continuïteit van haar werking gedurende minstens 6 maanden te kunnen verzekeren en haar toekomstige, inclusief sociale, verplichtingen te kunnen nakomen.

Het eventuele overschot van de geïnde bijdragen ten opzichte van de daadwerkelijk vastgestelde lasten in het boekjaar wordt voor deze reserve aangewend. Als echter bij het afsluiten van de jaarrekeningen van de cel wordt vastgesteld dat de geïnde bijdragen minder bedragen dan de daadwerkelijk gedragen lasten in het boekjaar dan kan dit tekort door deze reserve worden aangevuld.”

Opdat niet geraakt wordt aan het grondwettelijk beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, moeten de bijdragen die gestort worden door een onderworpen entiteit bedoeld in artikel 5, § 1, van de wet van 18 september 2017 aangewend worden voor de werkingskosten van de CFI met betrekking tot een jaar waarin die entiteit daadwerkelijk onderworpen is. Het zou bijvoorbeeld niet aanvaard kunnen worden dat een gedeelte van de bijdrage van een entiteit die haar activiteit stopgezet zou hebben, bestemd zou worden voor de kasreserve en dat daarmee de werkingskosten van een later jaar gefinancierd zouden worden.

Artikel 12, § 4, moet in die zin herzien worden.

Artikel 15

Uit artikel 15 blijkt dat het ontworpen besluit in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

De gemachtigde van de minister heeft voor de onmiddellijke inwerkingtreding van het ontworpen besluit de volgende reden opgegeven:

“Les entités assujetties sont redevables d’une contribution fixe à payer avant le 1^{er} mars de chaque année.

Pour être applicable dès 2022, l’Arrêté Royal doit donc entrer en vigueur au plus tard début janvier 2022.”

Op te merken valt dat het besluit, als het onverwijld bekendgemaakt wordt, in werking kan treden voor 1 maart 2022 zelfs indien de gangbare termijn van inwerkingtreding bepaald in artikel 6 van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’ in acht genomen wordt en er aldus voor gezorgd wordt dat eenieder over een redelijke termijn beschikt om van de nieuwe regels kennis te nemen.

Er bestaat dan ook geen grond om te bepalen dat het besluit onmiddellijk in werking treedt.

SLOTOPMERKING

Gelet op het feit dat de Cel voor financiële informatieverwerking luidens de bepalingen van de artikelen 4, 16°, en 76, § 1, eerste lid, van de wet van 18 september 2017 aangeduid wordt met het letterwoord “CFI”, dient in het ontwerp naar die instantie verwezen te worden met dat letterwoord in plaats van met de woorden “de cel”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT